



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 26 juin 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit son taux d'intérêt directeur de 50 pbb, le portant à 8,0 %. Il s'agit de la quatrième baisse consécutive depuis le début de l'année, dans un contexte de ralentissement économique et de conditions monétaires encore restrictives.

LE CHIFFRE A
RETENIR

8,0 %

Taux directeur de
Banxico au 26 juin 2025

Dans son communiqué, Banxico souligne que l'inflation générale est remontée à 4,51 % à la mi-juin, tandis que l'inflation sous-jacente a atteint 4,20 %, au-dessus de la fourchette cible (3 % $\pm$ 1 point). La Banque centrale maintient cependant sa projection d'un retour progressif vers la cible d'ici le T3 2026, tout en reconnaissant que les risques restent orientés à la hausse, notamment en raison des tensions commerciales et des chocs potentiels sur les prix.

Banxico note par ailleurs que les incertitudes liées aux changements de politique économique aux États-Unis pourraient avoir des effets sur les perspectives d'inflation. Ces évolutions, conjuguées à un environnement international encore marqué par des tensions géopolitiques, continueront d'être prises en compte dans l'évaluation de la trajectoire de la politique monétaire au cours des prochains mois.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le département du Trésor américain a épinglé trois institutions financières mexicaines pour des allégations de blanchiment d'argent lié au trafic de fentanyl. Par l'intermédiaire du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), le Trésor américain a publié ce mercredi des ordonnances identifiant deux banques mexicaines, CIBanco et Intercam, et une société de courtage mexicaine, Vector Casa de Bolsa, comme un « *problème majeur de blanchiment d'argent lié au trafic illicite d'opioïdes* ». Selon les allégations du Trésor américain, CIBanco et Intercam, dont les actifs totaux s'élèvent respectivement à plus de 7 et 4 Mds USD, soit 0,9 et 0,6 % des actifs totaux du secteur bancaire mexicain, et Vector Casa de Bolsa, société de courtage qui gère près de 11 Mds USD d'actifs, ont joué un rôle essentiel dans le blanchiment de millions de dollars pour le compte de cartels basés au Mexique. Le communiqué spécifie en particulier, que les institutions financières auraient traité plusieurs millions de dollars de paiements pour le compte d'entreprises mexicaines à des entreprises chinoises expédiant des produits chimiques utilisés à des fins illicites au Mexique. Le Trésor américain a expliqué que ces ordonnances sont les premières mesures prises par le FinCEN en vertu de la Fentanyl Sanctions Act et de la FEND Off Fentanyl Act, qui lui confèrent des pouvoirs supplémentaires pour cibler le blanchiment d'argent associé au trafic de fentanyl et autres opioïdes synthétiques. En vertu de ces nouvelles lois, le FinCEN a interdit aux entités financières américaines de prendre part à des transferts de fonds à destination ou en provenance des institutions mexicaines ciblées, ainsi que des transactions avec des comptes de crypto-monnaie ou des adresses qui leur sont associées. Les sanctions prendront effet 21 jours après la publication des ordonnances dans le registre fédéral. La présidente mexicaine C. Sheinbaum a rapidement réagi, affirmant : « *Il n'y a pas de preuves concluantes sur le blanchiment d'argent dans les banques accusées par les États-Unis* ». Elle a également indiqué que le FinCEN avait transmis en amont des informations confidentielles faisant état d'opérations irrégulières présumées au ministère des Finances (SHCP) mais que ces informations étaient « *très générales* », ne contenant pas de preuves tangibles permettant d'ouvrir une enquête criminelle. Cependant, des enquêtes internes auraient été menées par la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) dans le cadre de la réglementation nationale mais n'auraient abouti qu'à des sanctions administratives, sans éléments confirmant les opérations de blanchiment. Ce jeudi 26 juin, la CNBV a déclaré une intervention temporaire dans la gestion de CIBanco et d'Intercam afin de protéger les intérêts des épargnants et des créanciers des implications des mesures annoncées par le département du Trésor américain.

Le consensus de marché a révisé à la baisse sa prévision de croissance de l'économie mexicaine pour l'année 2026, de 1,5 % à 1,2 %, selon la dernière enquête de Citi. Il maintient toutefois son estimation pour 2025 à un niveau faible de 0,1 %. Dans un contexte de croissance modérée et de désinflation progressive, la majorité des analystes anticipe par ailleurs une réduction de 50 points de base du taux directeur de la Banque du Mexique ce jeudi, qui passerait ainsi de 8,50 % à 8,00 %. Les prévisions médianes pour le taux directeur à fin 2025 restent stables à 7,50 %, avec des projections comprises entre 7 % et 8 %, tandis que celles pour fin 2026 ont été légèrement relevées, de 6,75 % à 6,88 %. Le consensus de marché a également révisé à la hausse ses perspectives pour le peso mexicain : le taux de change est désormais attendu à 20,20 MXN/USD en 2025 (contre 20,50 précédemment) et 20,70 MXN/USD en 2026 (contre 20,90). Les anticipations d'inflation restent globalement stables. L'inflation générale est toujours attendue à 3,90 % en 2025 et 3,75 % en 2026, tandis que l'inflation sous-jacente a été légèrement revue à la hausse à 3,95 % en 2025 (contre 3,90 % auparavant). A noter, pour le mois de juin, l'inflation annuelle est attendue à 4,30 %, en légère baisse par rapport aux 4,42 % enregistrés en mai.

L'inflation annuelle au Mexique a enregistré un léger recul en s'établissant à 4,51 % lors de la première quinzaine de juin, selon les données publiées par l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Il s'agit de la troisième quinzaine consécutive où l'inflation reste au-dessus de la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % ± 1). Cette modération s'explique principalement par le ralentissement de l'inflation non sous-jacente, qui a diminué à 5,25 % g.a., sous l'effet d'un repli des prix des produits agroalimentaires (+6,57 %) et des tarifs énergétiques (+3,92 %). En revanche, l'inflation sous-jacente a légèrement progressé à 4,20 %, son plus haut niveau depuis mai 2024. Cette hausse est principalement attribuable au secteur des services, dont les prix ont augmenté de 4,61 % sur un an. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment l'impact différé de la hausse du salaire minimum en début d'année, l'augmentation des coûts de logement et d'alimentation, ainsi que des effets saisonniers liés à la période de vacances. Les analystes estiment que la persistance de tensions inflationnistes dans les services constitue un facteur à surveiller dans les mois à venir, d'autant que ce segment montre une plus grande inertie malgré un contexte économique modéré.

Sectoriel

Le Mexique et les Etats-Unis négocient un système de quotas tarifaires sur l'acier. Pour rappel, le 4 juin 2025, les Etats-Unis ont imposé des droits de douane de 50 % sur l'acier et l'aluminium. Le système de quotas tarifaires sur l'acier permettrait aux Etats-Unis d'importer une certaine quantité d'acier mexicain à des droits réduits, afin d'atténuer l'impact des tarifs élevés sur des secteurs industriels américains comme l'automobile. Le volume exonéré serait basé sur les importations moyennes entre 2015 et 2017, soit environ 2,8 millions de tonnes métriques. Ce volume bénéficierait d'un tarif réduit de 10 % tandis que toute quantité dépassant ce seuil serait soumise à un droit de 50 %. En 2024, les Etats-Unis ont importé 3,2 millions de tonnes d'acier mexicain, donc le quota proposé représenterait

l'équivalent de 88 % des importations de l'année dernière. Ce système permettrait aux Etats-Unis de protéger la production intérieure tout en maintenant l'approvisionnement pour les secteurs dépendants de l'acier étranger. A noter que les producteurs d'acier américains rejettent une exemption totale, estimant qu'elle nuirait à l'industrie locale. Ce modèle d'accord a déjà été utilisé avec le Royaume-Uni.

Le ministère de l'Economie mexicain et l'Institut Mexicain de la Propriété Industrielle (IMPI) ont lancé le « Prix IMPI 2025 à l'Innovation Mexicaine ». L'événement de présentation, intitulé « Impulser la créativité et le futur du Mexique », a été présidé par le ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, et le directeur général de l'IMPI, Santiago Nieto Castillo. Les objectifs de ce prix sont d'encourager la créativité et l'innovation parmi les jeunes, les chercheurs, les entrepreneurs, les inventeurs et les établissements éducatifs ; ainsi que d'accompagner les idées innovantes jusqu'à leur transformation en entreprises. Ce prix est dirigé aux inventeurs mexicains, divisés en 11 catégories. La date limite pour y participer est fixée au 30 octobre 2025. Santiago Nieto souligne l'importance de ce prix, car l'innovation est une clé de la croissance pour améliorer le bien-être de la population.

Ford renforce sa présence technologique et industrielle au Mexique avec un nouveau plan d'investissement. Cette annonce a été réalisée à l'occasion du centenaire de la présence de l'entreprise dans le pays. Pour rappel, Ford emploie plus de 14 600 personnes au Mexique et dispose de quatre sites industriels, un Centre de Technologie Global, trois usines de moteurs ainsi qu'un siège social. L'entreprise soutient également plus de 200 écoles dans le pays. Les annonces réalisées consistent en l'expansion du Centre de Technologie Global, le renforcement du centre d'ingénierie, le lancement de nouveaux programmes via Ford Pro (division dédiée aux solutions pour flottes commerciales) et un investissement social (construction de deux nouvelles écoles et 10 M USD pour l'éducation). Jim Farley, PDG mondial de Ford, a conclu ses annonces en déclarant : « *Voici le prochain siècle de Ford au Mexique* », marquant une volonté de développement à long terme dans le pays malgré le climat d'incertitudes.

Finances publiques

Le gouvernement mexicain a mené ce mardi 24 juin une opération sur le marché international de la dette d'un montant total de 6,8 Mds USD, visant à réduire la dette extérieure libellée en dollars avec des échéances entre 2027 et 2031. Cette opération comprend trois volets : l'émission de deux nouveaux titres de référence arrivant à échéance en 2032 et 2038, pour respectivement 3,95 Mds USD et 2,85 Mds USD ; le financement d'un rachat anticipé d'un titre arrivant à échéance en 2026 ; ainsi qu'un refinancement par échange de titres pour un montant de 2,5 Mds USD. Selon le ministère des Finances, 240 investisseurs institutionnels internationaux ont participé à l'opération, avec une demande maximale de 19 Mds USD. Cette transaction devrait permettre de réduire d'environ 15 % le montant de la dette extérieure en dollars arrivant à échéance entre 2027 et 2031. En avril, la dette publique mexicaine au sens large s'élevait à environ 17 527 Mds MXN (soit

environ 925,7 Mds USD) dont 74 % correspondent à la dette intérieure et 26 % à la dette libellée en devises étrangères. Pour 2025, le gouvernement a demandé au Congrès un plafond d'endettement national de 1 500 Mds MXN et un plafond d'endettement international de 15,5 Mds USD. Le ministère des Finances a souligné que la gestion de la dette se fait dans le cadre du plan annuel de financement et des plafonds approuvés par le législatif.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	26/06/2025
Bourse (IPC)	0,12%	8,06%	56 743,28 points
Change MXN/USD	-0,47%	3,26%	18,93
Change MXN/EUR	1,19%	12,71%	22,10
Prix du baril mexicain	-13,33%	-20,70%	60,87

Amérique centrale

Costa Rica

Le conseil d'administration de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a décidé de maintenir inchangé son taux de politique monétaire à 4% annuel, pour la cinquième fois consécutive depuis octobre 2024. Selon son président, Róger Madrigal, ce taux reflète une position monétaire neutre, adaptée aux prévisions actuelles d'inflation. Cette décision intervient dans un contexte d'incertitude mondiale et de volatilité des prix du pétrole, incitant l'institution à agir avec prudence. L'objectif affiché reste une inflation basse et stable, bien que celle-ci soit actuellement négative : en mai 2025, elle s'élevait à -0,12 % g.a., soit 25 mois consécutifs en dessous du seuil cible (fixé entre 1 % et 3 %). Malgré les demandes de plusieurs secteurs économiques en faveur d'une baisse de taux pour stimuler l'activité, la BCCR a choisi de ne rien modifier. Des voix se sont élevées pour critiquer cette inertie, estimant qu'elle pourrait freiner la demande interne dans un contexte de ralentissement économique. Certains analystes évoquent par ailleurs une influence des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (qui a maintenu ses taux à 4,5 % depuis le début de l'année). La prochaine réunion de la BCCR concernant la politique monétaire est prévue pour le 17 juillet prochain.

Le Costa Rica vient de franchir une étape majeure vers la 5G en signant des contrats avec les opérateurs Claro et Liberty pour le déploiement de la nouvelle génération de réseau mobile. En signant les contrats, Claro (Mexique) et Liberty (Costa Rica) ont acquis des fréquences dans plusieurs bandes (700 MHz, 2,3 GHz, 3,5 GHz, 26 et 28 GHz), chacun devant payer environ 16,25 M USD, soit un total de 32,5 M USD pour l'État. En échange, les opérateurs téléphoniques se sont engagés à déployer 1552 antennes chacune, couvrant 134 districts défavorisés ou peu connectés, et à améliorer l'inclusion numérique via la Surintendance des télécommunications (SUTEL). Cette première phase ouvre la voie à une transition vers une infrastructure mobile de dernière génération, tandis qu'une seconde phase de souscription visera à étendre le réseau dans les zones rurales.

El Salvador

D'après la Banque centrale de Réserve (BCR), le Salvador enregistre un recul marqué de la *maquila* et un creusement du déficit commercial malgré des exportations dynamiques (+5,4 % g.a. sur les cinq premiers mois de l'année). Les exportations salvadoriennes ont atteint un record de 606 M USD en mai 2025, soit une hausse de 6,8 % g.a. Au total, sur les cinq premiers mois de l'année, les ventes à l'étranger ont progressé de 5,4 % g.a., tirées notamment par les secteurs des biens alimentaires et pharmaceutiques. Cette dynamique reste toutefois insuffisante pour compenser le net recul du secteur de la *maquila* (principalement textile), dont les exportations ont chuté de 19 % g.a. sur la même période, atteignant 161,3 M USD, la plus forte baisse enregistrée depuis près de 30 ans. Parallèlement, les importations ont crû de 10,5 %, à 7,2 Mds USD, creusant le déficit commercial à 4,4

Mds USD. La hausse des importations est particulièrement marquée dans les biens de consommation (+13,4 % g.a.) et d'équipement (+11,5 % g.a.). Ce creusement du déséquilibre commercial, couplé à la vulnérabilité persistante du secteur *maquila*, soulignerait les limites actuelles de l'appareil productif salvadorien et les tensions extérieures qui en découlent.

Les envois de fonds (*remesas*) vers le Salvador ont atteint 899 M USD au mois de mai, en hausse de 17,7 % g.a.. Sur les cinq premiers mois de l'année, les *remesas* totalisent 3,98 Mds USD (+15,8 % g.a.). Cette progression intervient malgré l'adoption par la Chambre des représentants américaine d'un projet de loi visant à taxer à 3,5 % les envois réalisés par des non-citoyens. Les autorités salvadoriennes redoutent que cette taxe ne favorise les circuits informels et ne réduise les transferts nets reçus, qui représentent près de 22 % du PIB.

Guatemala

Dans le cadre des consultations annuelles au titre de l'Article IV, le FMI appelle à accélérer les réformes pour soutenir une croissance plus inclusive. La délégation du FMI a salué au terme de sa mission la résilience macroéconomique du pays, soutenue par une inflation maîtrisée, une dette publique faible (inférieure à 27 % du PIB) et une solide position extérieure. Elle estime toutefois que la croissance (3,7 % en 2024 ; 3,8 % attendus en 2025) pourrait être rendue plus inclusive grâce à une hausse de l'investissement public de qualité, notamment dans les infrastructures et les services sociaux. Elle recommande d'accélérer les réformes fiscales (notamment via une réforme d'ampleur de la fiscalité) et de gouvernance, en soulignant l'importance de renforcer la transparence, le contrôle des transferts aux collectivités locales, et de moderniser les cadres budgétaires et réglementaires. La délégation du Fonds appelle enfin à poursuivre les efforts d'inclusion financière, d'adaptation du cadre prudentiel, et à faire avancer l'agenda législatif en matière de lutte contre le blanchiment et de lutte anticorruption.

Honduras

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), le pays aurait enregistré une croissance de 3,8 % g.a. au cours des quatre premiers mois de l'année. Cette progression enregistrée entre janvier et avril 2025, est attribuée au dynamisme du consommateur intérieur, à la croissance des services numériques et à la reprise des exportations. Les secteurs en forte progression incluent la finance (+10,6 % g.a.), le transport (+6 % g.a.), les télécommunications (+4,7 % g.a.), l'agriculture (+2,8 % g.a.) et le commerce (+1,6 % g.a.). En revanche, la manufacture, notamment la *maquila* textile, recule légèrement (-0,1 % g.a.) en raison d'une moindre demande des marchés du Salvador, des États-Unis et du Mexique. Après une croissance de 3,9 % en 2024 malgré un contexte international difficile, le pays devrait enregistrer un rythme de croissance compris entre 3,5 et 4,5 % en 2025, avec une inflation estimée entre 4 et 5 %.

Le déficit commercial de biens du Honduras s'est réduit de 20,9 % g.a. à fin avril 2025, s'établissant à 2,03 Mds USD. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), cette amélioration s'explique principalement par la progression des exportations de café, tirées par des prix records, renforçant leur rôle clé dans l'économie nationale. Sur les quatre premiers mois, les exportations totales ont atteint 4,35 Mds USD, dominées à 61 % par les marchandises générales et à 39 % par les produits sous régime de *maquila*. Les importations se sont élevées à 6,38 Mds USD, dont 83,4 % de marchandises générales et 16,6 % d'intrants pour la transformation industrielle. Les États-Unis restent le principal partenaire commercial, absorbant 46,2 % des exportations (2,28 Mds USD) et fournissant 34,2 % des importations (2,58 Mds USD).

Nicaragua

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), la croissance économique a ralenti à 3 % au T1 2025, nettement inférieure aux 4,6 % enregistrés en 2024. Cette évolution est portée par le dynamisme des secteurs du commerce (+7 % g.a.), de l'hôtellerie-restauration (+6,3 % g.a.), de l'agriculture (+6,3 % g.a.) et des services financiers (+5 % g.a.), tandis que la pêche (-28,6 % g.a.), l'exploitation minière (-7,5 % g.a.) et l'électricité (-5,4 % g.a.) reculent. Le PIB trimestriel bénéficie d'un fort rebond de la demande interne, avec une hausse de consommation (+5,2 % g.a.) et de l'investissement fixe (+18,2 % g.a.), compensée par un recul des exportations (-0,8 % g.a.) et une augmentation des importations (+13 % g.a.). Pour 2025, la Banque centrale prévoit une croissance comprise entre 3 et 4 %, avec une inflation annuelle comprise entre 2 et 4 %.

Le Nicaragua a renforcé ses liens stratégiques avec la Russie dans la santé, l'énergie et le commerce dans le cadre du Forum économique international de Saint Pétersbourg. Les deux pays ont consolidé leur coopération avec la signature de plusieurs accords couvrant les secteurs de la santé, de l'énergie, de la technologie et des médias. Parmi les projets clés figure la création d'un centre oncologique à Managua en partenariat avec la société nucléaire russe Rosatom, ainsi que la collaboration sur les vaccins contre la dengue, la grippe et la Covid-19. Les deux pays avancent également dans la mise en œuvre du système de paiement russe MIR, facilitant les transactions et favorisant le tourisme russe dans un contexte de sanctions occidentales. Des accords ont aussi été signés pour renforcer la coopération judiciaire, développer les industries créatives, et diffuser des programmes médiatiques russes au Nicaragua. Sur le plan commercial, le Nicaragua cherche à élargir ses exportations agricoles vers la Russie, ciblant notamment le café, le sucre, le bétail et le manioc.

Panama

Selon la Bank of America (BoFA), la récente réforme de la Caisse de Sécurité sociale (CSS) réduirait le risque que le Panama perde son grade d'investissement, grâce à des économies estimées à 16,1 Mds USD sur 10 ans. L'institution souligne que cette

réforme structurelle qui vise à fusionner les deux régimes précédents (mixte et par répartition) en un nouveau système unifié avec une garantie commune, permettrait de résoudre en partie le déficit de la CSS, réduire la charge budgétaire à long terme et d'améliorer la viabilité globale du système de sécurité sociale. La BofA souligne que le marché sous-estime encore les avancées structurelles de cette réforme, ce qui entraîne une prime de risque plus élevée que ne l'exige la situation. Cependant, l'analyse de la BofA ne semble pas prendre en considération la grave crise sociale dans l'ouest du pays en réaction à cette nouvelle loi 462, qui a obligé le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans la région de Bocas del Toro.

Le gouvernement panaméen lance un appel d'offres pour la gestion de long terme de son système de collecte et de transport des déchets pour la ville de Panama.

Plusieurs plans de modernisation du système de collecte et de gestion des déchets ont été proposés au cours des dernières années mais pas mis en œuvre. Le nouveau contrat (estimé à 140 M USD) permettrait de moderniser le système de collecte de déchets et pourrait s'étendre sur 7 ans. Le nouvel appel d'offres diviserait la ville en trois zones. Diverses exigences techniques, financières et économiques devront en outre être précisées, auxquelles l'entreprise contractée devra se conformer. La collecte est aujourd'hui partagée entre l'AAUD (Autorité d'assainissement urbain et domestique) et des entreprises privées dont Veolia (contrats d'urgence). La situation reste critique, notamment en périphérie de la capitale où la décharge à ciel ouvert de Cerro Patacón, dépourvue de contrôle environnemental adéquat, est provisoirement gérée par l'AAUD, dont les capacités institutionnelles sont limitées.

Caraïbes

Barbade

La Barbade a obtenu un prêt de 54 M USD de la Banque mondiale afin de financer la reconstruction des infrastructures après le passage de l'ouragan Beryl. Ce financement, réparti sur six ans, vise à restaurer des infrastructures essentielles et à renforcer la résilience des communautés vulnérables. Le projet inclut des travaux dans les zones côtières de Payne's Bay et Six Men's, ainsi que des améliorations au port de Bridgetown et à la marina de pêche. Il prévoit une aide pour les pêcheurs afin qu'ils puissent réparer leurs bateaux et reprendre leurs activités. Le financement comprend également un mécanisme de réponse rapide en cas de catastrophe naturelle future. L'Union européenne soutient aussi le projet avec une subvention de 500 000 EUR dédiée à l'assistance technique.

Cuba

Les autorités russes annoncent la construction prochaine d'un parc industriel à Mariel. A l'occasion du Forum économique international de Saint Pétersbourg et sans en préciser pour le moment les détails, le Comité national russe de la coopération économique avec l'Amérique latine a indiqué avoir pour projet de construire un parc industriel pour l'Union économique eurasienne (UEE) faisant de Cuba, un « *pont régional stratégique* ». Cette annonce s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la présence commerciale russe et de ses partenaires eurasiens en Amérique latine. En exploitant la zone spéciale de développement de Mariel, ce projet permettrait de rationaliser et sécuriser les flux commerciaux entre Moscou et l'Amérique latine, tout en permettant à ses alliés de s'ouvrir au continent. Le port, stratégiquement situé à l'entrée du golfe du Mexique, dispose déjà d'infrastructures (terminal à conteneurs, zone de libre-échange et connexion ferroviaire) qui pourraient faciliter la création d'un tel parc pour la Russie et ses partenaires. Le gouvernement cubain avait déjà offert pour 50 ans (avec possibilité d'extension) 50 hectares dans la zone spéciale de développement de Mariel en 2022 à l'UEE et cette nouvelle annonce relance ce projet. Cuba est un pays observateur depuis 2020 de l'UEE, composée de cinq anciens pays soviétiques (Russie, Arménie, Belarus, Kazakhstan et Kirghizstan).

Haïti

D'après le ministère de l'Economie et des Finances de la République d'Haïti, les recettes courantes collectées à fin mai 2025 s'élèvent à 128 Mds HTG (soit environ 860,16 M EUR), en hausse de +16 % par rapport à la même période en 2024. Ce résultat repose sur une progression simultanée des recettes internes (+15 % g.a.) et des recettes douanières (+16,5 % g.a.). De même, les droits d'accises ont connu une augmentation significative (+93 % g.a.) notamment sous l'effet de la stabilité du taux de change et de la fiscalité pétrolière. Les dépenses publiques sont en forte progression (+25 % g.a.), marquées par une augmentation notable des dépenses d'investissement (+145 % g.a.) bien que ces dernières représentent moins de 6 % du total. Les dépenses courantes (95 % du total) demeurent dominées par la masse salariale (environ 357 M EUR), en hausse de 11 %. Le solde budgétaire global chute fortement à 1,9 Mds HTG (soit 12,8 M EUR), contre 23 Mds HTG un an plus tôt. Ce recul s'explique entre autres par un rythme de dépenses supérieur à celui des recettes mais aussi par une réduction du financement monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Par ailleurs, le financement du déficit repose essentiellement sur le recours accru aux banques commerciales, dont la contribution nette a plus que triplé (+205 % g.a.). Si la dynamique des recettes reste soutenue et répond en partie aux objectifs fixés dans le cadre du Programme de Suivi du Personnel (SPM) du FMI, elle est largement absorbée par une accélération des dépenses, notamment salariales et sociales. La dégradation marquée du solde budgétaire (- 92 %), couplée à la réduction du soutien monétaire de la BRH, réduit sensiblement les marges de manœuvre de l'Etat et expose le pays à davantage de risques budgétaires tels que des difficultés à absorber les chocs externes ainsi qu'une pression croissante sur le recours à la dette intérieure.

Jamaïque

En mai 2025, le taux d'inflation en Jamaïque était de 5,2 % g.a. (soit 0,1 p.p. de moins que celui enregistré en mai 2024) selon l'Institut statistique de la Jamaïque (Statin). Il convient de noter que l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,4 % entre avril et mai 2025. Le principal moteur de cette hausse des prix provient des secteurs essentiels, tels que l'alimentation, l'eau, l'électricité et le gaz, qui ont continué d'exercer des pressions inflationnistes. Les services de restauration et d'hébergement ont également contribué à l'inflation, avec une hausse de 0,9 % en mai. En ce qui concerne les produits alimentaires, les prix ont augmenté de 6,5 % par rapport à l'année précédente, bien que la variation mensuelle ait été modeste, à 0,1 %.

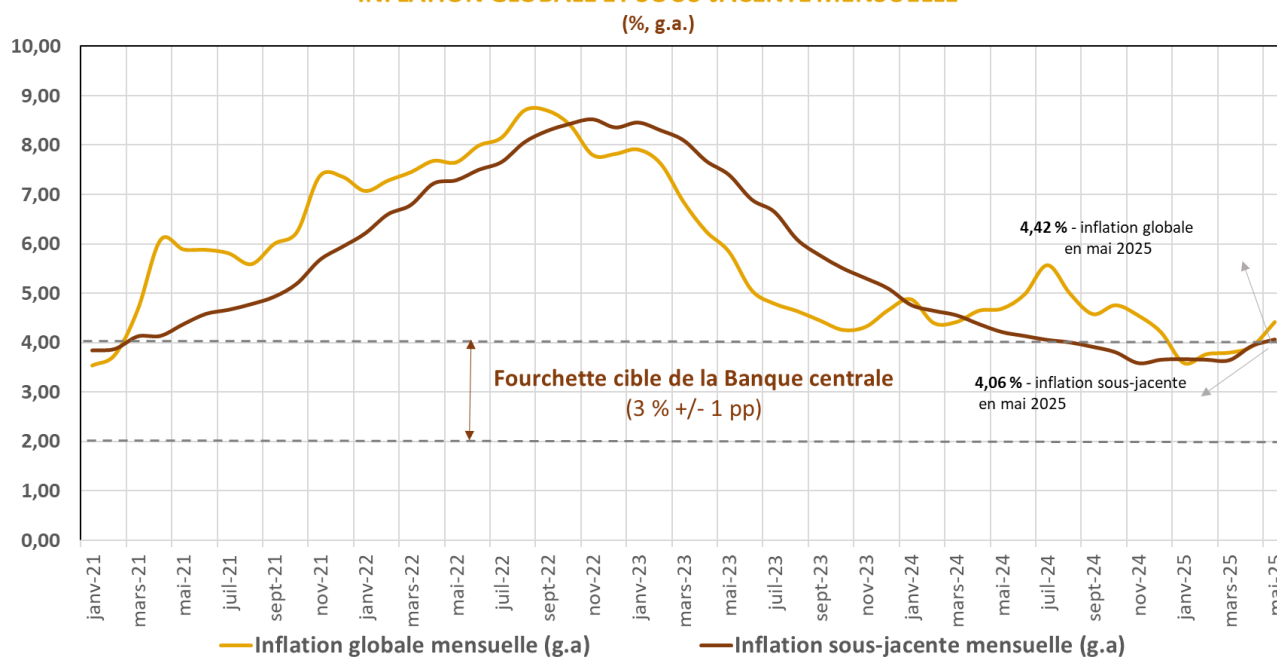
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

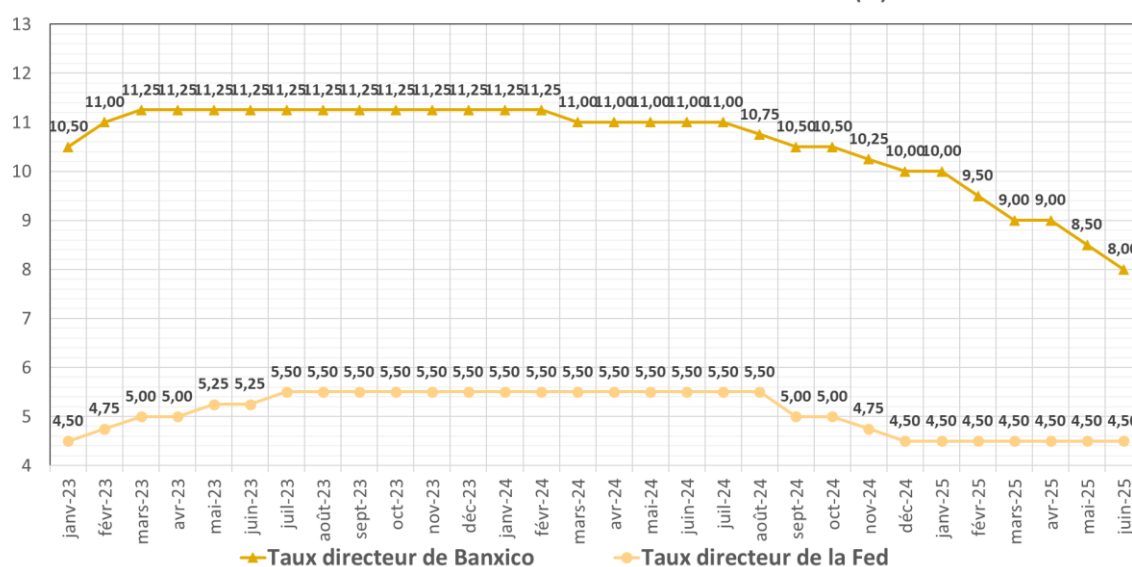
- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

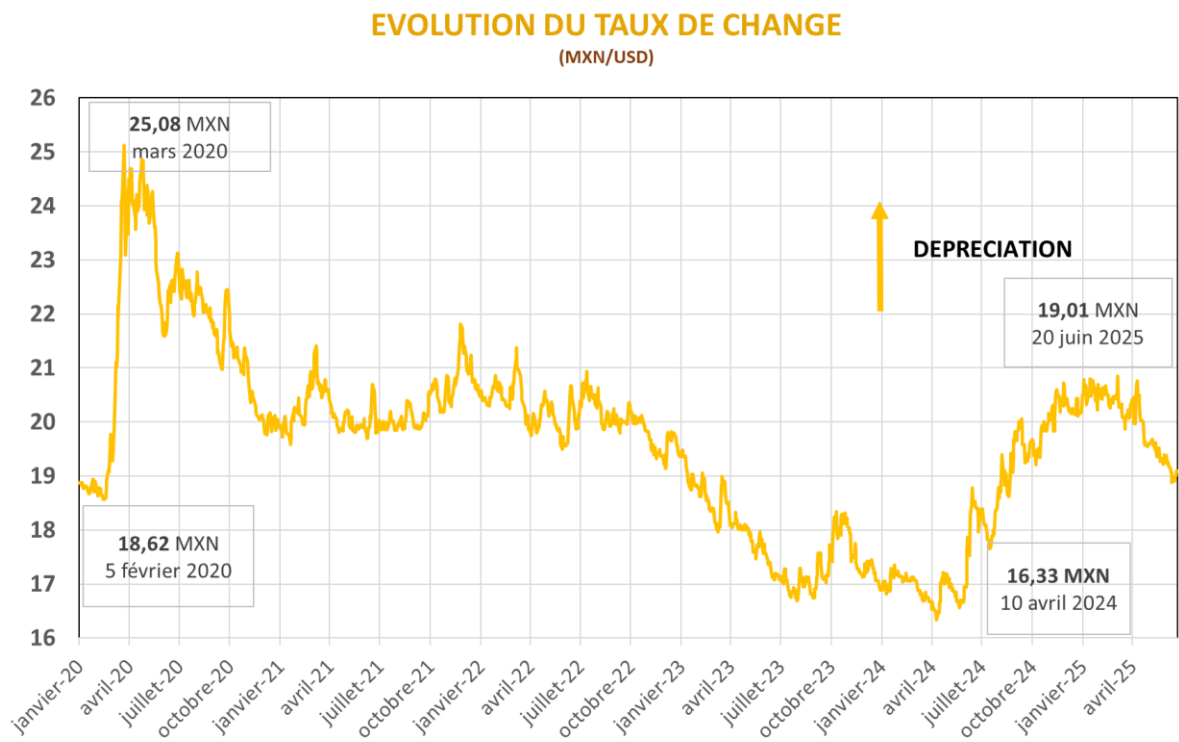
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



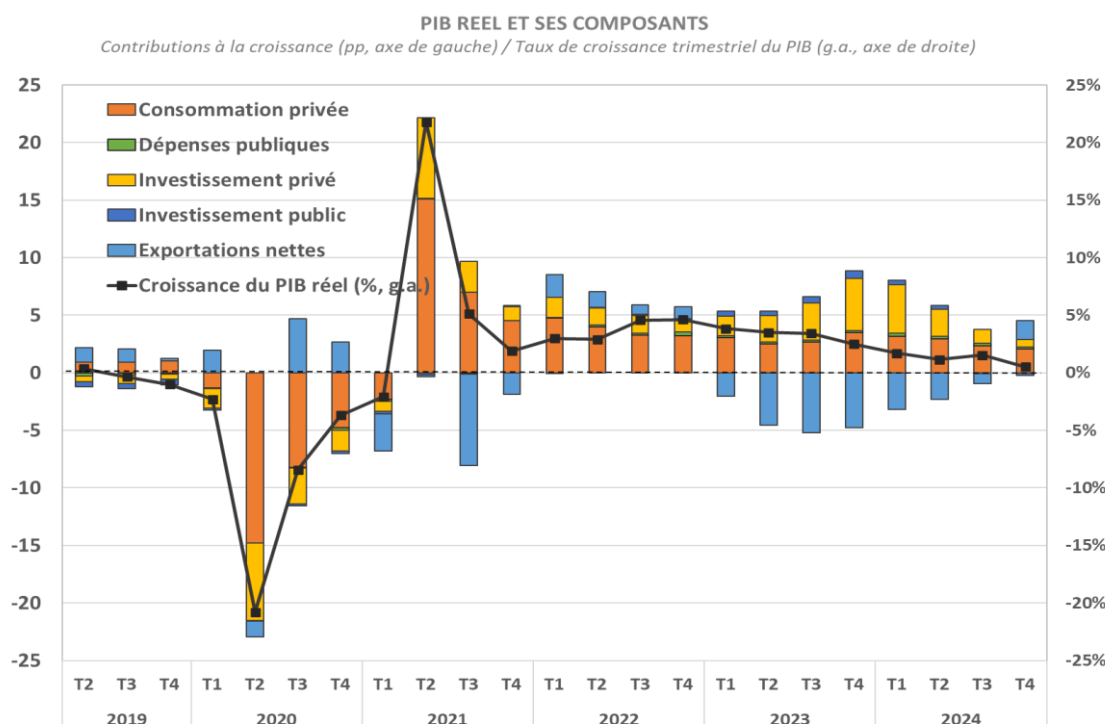
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

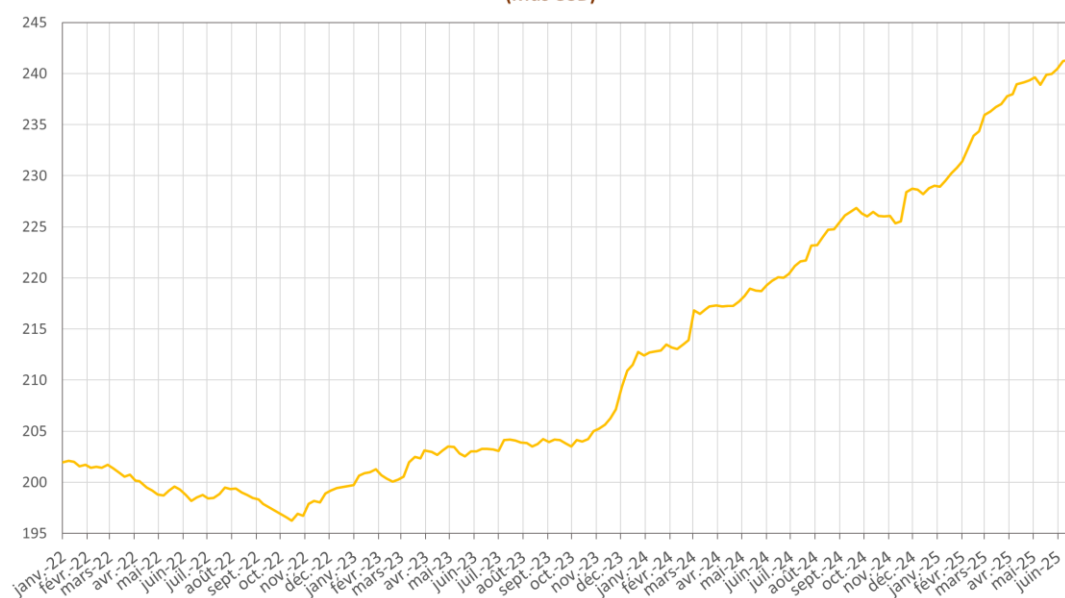


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr